

Art. 5. De Ministers van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie, zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 mei 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006420]

11 AVRIL 2024. — Décret relatif à l'agrément de partenaires et au subventionnement d'actions en matière de mobilité durable, de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Préambule*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° le partenaire : la commune, l'association de communes, la province, la zone de police, l'association sans but lucratif et l'établissement scolaire reconnu par les communautés et situé sur le territoire de la Région wallonne ;

2° le partenaire agréé : le partenaire agréé par le Gouvernement en vertu du chapitre 2 pour réaliser les actions récurrentes ;

3° l'action : tout projet ou initiative lié à la mobilité durable, à la sensibilisation et à l'éducation à la sécurité routière en Région wallonne ne portant pas sur une activité commerciale concurrente aux activités opérées par des entreprises non subventionnées ;

4° l'administration : le service désigné par le Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *L'agrément*

Section 1^{re}. — Les dispositions générales

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut agréer tout partenaire pour la réalisation d'une ou plusieurs actions récurrentes s'inscrivant dans les politiques du Gouvernement en lien avec la vision à long terme de la mobilité durable et de la stratégie régionale de mobilité, ainsi que dans les domaines de la sensibilisation et de l'éducation à la sécurité routière.

Afin de sensibiliser les acteurs concernés, le Gouvernement organise un appel public à candidatures qui précise :

1° la ou les actions récurrentes concernées ;

2° le territoire couvert ;

3° les objectifs visés ;

4° la durée de l'agrément.

Le Gouvernement peut ajouter d'autres éléments et fixe les modalités de l'appel à candidatures.

Art. 3. L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, s'il le justifie, fixer une autre durée qui ne peut pas excéder dix ans.

Art. 4. L'agrément précise chaque action pour laquelle le partenaire est agréé, le territoire couvert, les objectifs visés et la durée de l'agrément.

Pour chaque action qu'il vise, l'agrément couvre l'ensemble des prestations qui la composent.

Art. 5. Le Gouvernement arrête la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'agrément, le contenu de la demande d'agrément ainsi que la forme de l'agrément.

Art. 6. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, l'agrément ouvre le droit au subventionnement des actions récurrentes, conformément au chapitre 3.

L'agrément est incessible.

Art. 7. Sous réserve d'un refus motivé du Gouvernement, le partenaire agréé peut collaborer avec un ou plusieurs autres partenaires agréés pour la réalisation de chaque action récurrente reprise dans l'appel à candidatures.

Complémentairement aux éléments visés à l'article 4, l'agrément identifie le ou les partenaires agréés concernés par la collaboration.

Le Gouvernement fixe la procédure d'instruction de la demande de collaboration.

Art. 8. A la demande du partenaire agréé, le Gouvernement peut, sur base d'une proposition de l'administration convenue avec ledit partenaire agréé, modifier l'agrément et étendre ou restreindre chaque action sur laquelle porte l'agrément ainsi que le territoire couvert, pour le terme restant.

Sans préjudice de l'article 16, §§ 1^{er} et 2, si l'évaluation visée à l'article 15 révèle que le partenaire agréé ne remplit pas de manière satisfaisante les objectifs en lien avec son agrément, le Gouvernement peut, sur proposition de l'administration, statuer sur une modification d'agrément. Cette modification porte sur les éléments visés à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement arrête la procédure de modification de l'agrément.

Section 2. — Les conditions d'agrément

Art. 9. Pour pouvoir être agréé, le partenaire, cumulativement :

- 1° dispose de la personnalité juridique et poursuit un but non lucratif ;
- 2° présente un programme de mise en oeuvre de chaque action récurrente, pour laquelle il demande l'agrément et qui soit en cohérence avec l'appel à candidatures visé à l'article 2 ;
- 3° a son siège social ou une unité d'établissement sur le territoire de la Région wallonne et dispose de locaux répondant aux normes de salubrité et de sécurité applicables, accessibles et adaptés à l'exécution de chaque action ;
- 4° assure sa responsabilité civile et celle de son personnel, ainsi que ses immeubles ;
- 5° adapte les horaires de prestation aux objectifs de chaque action ;
- 6° gère les données à caractère personnel conformément au Règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;
- 7° dispose d'une gestion financière stable et équilibrée ;
- 8° dispose d'un personnel ou, si nécessaire, recourt à des professionnels externes :
 - a) dont la qualification de départ ou l'expérience professionnelle est en lien avec l'action récurrente pour laquelle il sollicite l'agrément ;
 - b) répondant aux conditions de moralité fixées par le Gouvernement ;
- 9° propose une formation continue adaptée à l'exercice, respectivement, de chaque action récurrente ;
- 10° respecte toute autre condition définie par le Gouvernement en lien avec les objectifs spécifiques qu'il a définis.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les différentes conditions précitées ainsi que leurs modalités d'application.

Section 3. — Les obligations liées à l'agrément

Art. 10. À la demande de l'administration, le partenaire agréé fournit toute information relative à l'exécution de chaque action récurrente, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 11. Le partenaire agréé établit annuellement, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, un rapport d'activités pour chaque action récurrente menée dans le cadre de son agrément et le transmet à l'administration.

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du rapport d'activités visés à l'alinéa 1^{er}.

Tout retard dans la transmission du rapport d'activité entraîne une mise en demeure de fournir ledit rapport par le Gouvernement, selon les modalités qu'il fixe. Si la mise en demeure n'est pas respectée, le Gouvernement peut prononcer la suspension ou le retrait de l'agrément.

Le partenaire agréé informe l'administration de toute modification relative aux conditions énumérées à l'article 9 dans les plus brefs délais.

CHAPITRE 3. — Le subventionnement des partenaires agréés et des actions ponctuelles

Art. 12. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde aux partenaires agréés un subventionnement pour la réalisation des actions récurrentes prévues dans le cadre de l'agrément visé au chapitre 2.

La subvention couvre les frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exécution de chaque action récurrente et au respect des obligations liées à l'agrément.

Le Gouvernement fixe le mécanisme d'indexation.

Art. 13. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer un subventionnement aux partenaires pour la réalisation d'actions ponctuelles s'inscrivant dans les politiques du Gouvernement telles que visées dans l'article 2, alinéa 1^{er}, au terme d'une procédure d'appel à projets.

L'appel à projets mentionne :

- 1° la procédure d'introduction et d'instruction des candidatures ;
- 2° la subvention forfaitaire accordée pour chaque type d'action ponctuelle ;
- 3° les conditions d'octroi des subventions ;
- 4° les conditions de réalisation des actions.

S'agissant du 2°, la subvention couvre les frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exécution de l'action ponctuelle.

Le Gouvernement peut compléter les éléments de l'appel à projets.

Le Gouvernement fixe la procédure de l'appel à projets et précise les mentions de la candidature

Art. 14. Le Gouvernement précise, pour l'application des articles 12 et 13 :

- 1° les types de dépenses éligibles ;
- 2° les taux et les modalités de calcul et de liquidation des subventions.

CHAPITRE 4. — L'évaluation et les sanctions

Art. 15. Le Gouvernement évalue :

- 1° de manière continue, le respect par le partenaire agréé des conditions d'agrément prévues à l'article 9 ;
- 2° de manière annuelle au moins, le respect, par le partenaire agréé, des conditions de réalisation de chaque action récurrente, particulièrement via le rapport d'activités visés à l'article 11, et par le partenaire, des conditions de réalisation de l'action ponctuelle.

Chaque partenaire transmet tout document utile à l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} et donne accès à ses locaux aux agents de l'administration, moyennant un avertissement préalable de cette dernière.

Le Gouvernement définit les modalités de l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. § 1^{er}. Si l'évaluation prévue à l'article 15 révèle que le partenaire agréé ne respecte pas les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, ou que sa gestion financière fait état de graves lacunes, le Gouvernement met en demeure le partenaire agréé d'adopter les mesures nécessaires afin d'y remédier.

Dans les deux mois de la mise en demeure, le partenaire agréé prouve qu'il respecte à nouveau les conditions et les obligations. A défaut, il soumet à l'approbation du Gouvernement, dans le même délai, un plan visant à remédier à la situation.

Si le Gouvernement refuse le plan proposé par le partenaire agréé, il invite ce dernier à lui transmettre un nouveau plan de redressement dans le mois suivant la décision de refus.

En cas de deuxième refus ou si le partenaire agréé ne transmet pas de plan dans les délais visés à l'alinéa 3, le Gouvernement prononce une ou plusieurs des sanctions visées au paragraphe 2.

Au plus tard six mois après l'approbation de ce plan de redressement, le Gouvernement procède à l'évaluation des résultats obtenus.

Si l'évaluation des résultats obtenus est négative ou insatisfaisante, le Gouvernement peut prononcer une ou plusieurs des sanctions visées au paragraphe 2.

§ 2. En fonction des résultats de l'évaluation prévue à l'article 15, le Gouvernement peut appliquer une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- 1° suspendre la liquidation des tranches ;
- 2° réclamer le remboursement partiel ou total des subventions déjà versées ;
- 3° suspendre l'agrément ;
- 4° retirer totalement ou partiellement l'agrément.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure de suspension et de retrait d'agrément.

La suspension de l'agrément peut intervenir à tout moment de la procédure dans l'attente de la régularisation de sa situation par le partenaire agréé.

Le retrait de l'agrément intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail et à adopter toute mesure conservatoire utile.

Art. 17. Si l'évaluation prévue à l'article 15, 2°, révèle que la subvention n'a pas été utilisée selon les conditions visées aux articles 12 et 13 ou lorsque la subvention a été utilisée pour des dépenses autres que celles fixées par le Gouvernement conformément à l'article 14, le Gouvernement peut demander le remboursement partiel ou total de la subvention allouée.

CHAPITRE 5. — *Exercice de missions de service public en matière de sécurité routière*

Art. 18. Une association sans but lucratif est constituée sous la dénomination

« Agence wallonne pour la sécurité routière », ci-après l'AWSR, conformément au Code des sociétés et des associations, à laquelle sont confiées missions de service public définies à l'article 19.

Art. 19. L'AWSR est chargée :

- 1° de la création d'un centre de connaissance chargé de la collecte et l'analyse des données de sécurité routière ;
- 2° de la communication et la sensibilisation aux citoyens ;
- 3° du support à une politique efficace de contrôle et de sanctions ;
- 4° de l'accompagnement des victimes de la route ou de leurs proches ;
- 5° de l'évaluation de l'aptitude à la conduite ;
- 6° de la formation et l'éducation à la sécurité routière ;
- 7° de la présidence, la coordination opérationnelle et le secrétariat du Conseil supérieur wallon de la sécurité routière.

Le Gouvernement peut réévaluer et compléter les missions visées à l'alinéa 1^{er} sur base des objectifs de sécurité routière qu'il se fixe.

Art. 20. § 1^{er}. Le Gouvernement approuve les statuts de l'AWSR et leurs modifications ultérieures.

§ 2. Le siège social de l'AWSR est situé en Wallonie.

§ 3. L'organe d'administration de l'AWSR est composé au moins d'un représentant :

- 1° du Gouvernement, désigné par le Ministre ayant les matières de la sécurité routière dans ses attributions ;
- 2° du Gouvernement, désigné par le Ministre ayant les matières de la mobilité ou des infrastructures dans ses attributions ;
- 3° de la Police ;
- 4° d'une organisation active en matière de sécurité routière ;
- 5° d'une association dont l'objet social concerne la défense des intérêts des modes actifs ;
- 6° du secteur de la formation à la conduite.

L'organe d'administration est présidé par le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions ou son représentant.

L'administration wallonne en charge de la sécurité routière, de la mobilité et des infrastructures assiste aux réunions de l'organe d'administration avec voix consultative.

Le mandat d'administrateur s'exerce à titre gratuit.

§ 4. L'administrateur délégué de l'AWSR accomplit sa mission de gestion journalière dans le cadre d'une relation de travail sous statut salarié.

La fonction d'administrateur délégué est incompatible avec le mandat : 1° de membre d'un collège communal ou provincial ;

2° de président d'un conseil communal ou provincial ;

3° de membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté.

§ 5. La rémunération du personnel de l'AWSR est fixée conformément aux échelles barémiques du Code de la Fonction publique wallonne. L'administrateur délégué se voit appliquer un barème de traitement équivalent aux fonctionnaires de rang A3/Inspecteur général expert.

La procédure de sélection s'effectue selon les procédures fixées par l'organe d'administration de l'AWSR, incluant la publication préalable de l'offre d'emploi et la sélection par un jury.

Art. 21. Le Gouvernement et l'AWSR concluent un contrat d'objectifs d'une durée de cinq ans qui décline opérationnellement les missions visées à l'article 19.

A défaut de la conclusion d'un nouveau contrat d'objectifs à son terme, il est prolongé tacitement pour une durée d'un an renouvelable.

Le contrat d'objectifs fixe :

1° les objectifs liés à chaque mission ;

2° les obligations des parties au contrat ;

3° le financement de l'AWSR et ses modalités ;

4° les indicateurs de suivi et de résultats liés à l'exercice et au développement des missions visées à l'article 19.

Les indicateurs visés au 4° permettent de monitorer dans le temps les objectifs et suivre leur mise en oeuvre opérationnelle.

Art. 22. § 1^{er}. Sur base du contrat d'objectifs visé à l'article 21, l'AWSR établit annuellement :

1° un plan d'actions opérationnel reprenant les moyens et ressources permettant de remplir les missions et rencontrer les objectifs définis ;

2° un rapport d'activités contenant une mise à jour des réalisations et résultats de l'année écoulée sur base des indicateurs visés à l'article 21, 4° ;

3° un rapport d'information qui comprend :

a) les comptes annuels du dernier exercice certifiés au moins par un réviseur d'entreprise ;

b) un bilan social sur l'application des règles relatives à la gestion du personnel et à la concertation.

S'agissant du rapport d'information visé au 3°, le chapitre V du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information ne s'applique pas à l'AWSR.

Le délai de transmission des documents visés à l'alinéa 1^{er} sont fixés au sein du contrat d'objectifs.

Le Gouvernement évalue annuellement l'atteinte des objectifs au regard du rapport d'activités.

§ 2. Au plus tard trois mois avant le terme du contrat d'objectifs, l'AWSR établit un rapport final reprenant une synthèse détaillée des actions et résultats sur base des indicateurs visés à l'article 21, 4°.

Le Gouvernement effectue une évaluation complète de l'atteinte des objectifs au regard du rapport final.

Art. 23. Chaque année, le Gouvernement transmet au Parlement le plan d'action opérationnel, le rapport d'activités et le rapport d'information de l'AWSR.

Art. 24. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde un financement à l'AWSR en vue de remplir les missions fixées à l'article 19.

Le contrat d'objectifs visé à l'article 21 fixe le montant initial de la subvention. Le montant est indexé annuellement en fonction de l'indice Santé base 2013.

La subvention est destinée à couvrir tout ou partie des frais de personnel, de fonctionnement, de communication, d'investissements et d'équipements de l'organisme.

§ 2. Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement peut accorder à l'AWSR une subvention complémentaire pour des actions spécifiques non prévues dans le contrat d'objectifs afin de répondre aux objectifs de sécurité routière qu'il s'est fixés.

§ 3. Les modalités de liquidation de la subvention et les dépenses admissibles sont fixées par le Gouvernement.

Art. 25. § 1^{er}. L'AWSR se soumet au contrôle financier de l'administration selon les modalités fixées dans le contrat d'objectifs visé à l'article 21.

Lorsque les obligations prévues au présent décret ne sont pas remplies, le Gouvernement informe l'AWSR par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, de son intention d'appliquer une ou plusieurs des sanctions suivantes :

1° suspendre la liquidation des tranches ;

2° rembourser partiellement ou totalement les subventions précédemment versées.

§ 2. L'AWSR dispose de trente jours à dater de la réception de cette intention pour transmettre, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, ses observations au Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trente jours suivant la réception des observations précitées.

Art. 26. Le contrat d'objectifs visé à l'article 21 détermine les modalités d'adaptation de la subvention et les modalités de compensation du solde de celle-ci en année N au regard du montant de l'année N+1.

CHAPITRE 6. — *Le traitement des données à caractère personnel*

Art. 27. § 1^{er}. L'administration est amenée à traiter des données à caractère personnel dans le cadre des différentes missions lui incombant dans le cadre du présent décret.

L'administration est le responsable du traitement tel que visé à l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 2. Les catégories de données traitées et collectées par le responsable du traitement dans le cadre du présent décret sont :

- 1° les données d'identification personnelles ;
- 2° les qualifications, la formation et l'expérience professionnelle ;
- 3° l'affiliation et la participation à des organisations ;
- 4° les détails des services fournis à la personne concernée ;
- 5° les extraits de casier judiciaire des personnes identifiées par le Gouvernement.

Pour la catégorie de données visées au 1°, l'administration a accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et peut utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes concernées.

Le Gouvernement précise, pour chaque action récurrente et ponctuelle, les données nécessaires à fournir par les prestataires pour l'accomplissement de ses missions et le traitement des données de l'administration.

§ 3. Les données sont traitées et conservées pour les finalités suivantes :

- 1° la vérification des conditions d'agrément pour l'octroi ou le refus d'octroi dudit agrément ;
- 2° l'analyse des rapports d'activités visés aux articles 11, alinéa 1^{er}, et 13, alinéa 2 ;
- 3° les évaluations visées à l'article 15, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ;
- 4° le cas échéant, l'établissement de statistiques générales et anonymes par l'administration aux fins d'analyse et d'évaluation de la mesure politique.

§ 4. Les données visées au paragraphe 2 ne sont accessibles qu'aux agents statutaires ou membres du personnel contractuels désignés par le Gouvernement et par le responsable du traitement et ne peuvent être utilisées qu'aux seules fins nécessaires à rencontrer les dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution

La consultation des données est régie par les droits d'accès personnel octroyés à chaque agent en fonction de son rôle dans le traitement des données.

§ 5. La durée de conservation des données nécessaire à la réalisation des finalités est de dix ans. Les données sont ensuite conservées pendant cinq ans pour un intérêt administratif tel que la gestion éventuelle d'un contentieux ou pour répondre à une obligation légale. Les données peuvent, durant ce délai, être consultées de manière ponctuelle et motivée par des personnes spécifiquement habilitées.

§ 6. Dans tous les cas, les personnes visées par le traitement de données visé au présent article sont informées sans délai par le responsable du traitement des éléments suivants :

- 1° l'identité et l'adresse professionnelle du responsable du traitement et de son représentant en Région wallonne ;
- 2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données ;
- 3° le destinataire des données et la finalité en vue de laquelle les données recueillies sont utilisées ;
- 4° les données à caractère personnel qui le concernent ;
- 5° les possibilités de saisine de l'Autorité de protection des données et son adresse ;
- 6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits ;
- 7° la durée de conservation des données.

§ 7. Le responsable du traitement prend toutes les mesures qui permettent de garantir la parfaite conservation des données à caractère personnel.

Les personnes qui reçoivent communication des données à caractère personnel dans le cadre des dispositions du présent décret prennent les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu du présent décret ou pour l'application de leurs obligations légales.

CHAPITRE 7. — *Les dispositions transitoires et finales*

Art. 28. L'article 9bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, inséré par le décret du 22 juillet 2010 et modifié par le décret du 11 décembre 2014, est abrogé.

Toute demande de subvention en matière de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière introduite avant la date d'entrée en vigueur du présent décret demeure régie par l'article 9bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, tel que modifié par le décret du 11 décembre 2014.

Art. 29. L'article 46 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière est abrogé.

Art. 30. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception du chapitre 5, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1655 (2023-2024) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006420]

**11. APRIL 2024 — Dekret über die Zulassung von Partnern und die Subventionierung von Maßnahmen
im Bereich der nachhaltigen Mobilität, der Sensibilisierung und der Erziehung zur Verkehrssicherheit (1)**

Folgendes wurde vom wallonischen Parlament verabschiedet und wird von uns, der Wallonischen Regierung,
sanktioniert:

KAPITEL 1 — *Präambel*

Artikel 1 - Für die Anwendung dieses Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Partner: die Gemeinde, der Gemeindeverband, die Provinz, die Polizeizone, die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht und die von den Gemeinschaften anerkannte schulische Einrichtung, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;

2° zugelassener Partner: der Partner, der von der Regierung gemäß Kapitel 2 zur Durchführung der wiederkehrenden Maßnahmen zugelassen wurde;

3° Maßnahme: jedes Projekt oder jede Initiative im Zusammenhang mit nachhaltiger Mobilität, Sensibilisierung und Erziehung zur Verkehrssicherheit in der Wallonischen Region, das/die keine kommerzielle Tätigkeit betrifft, die mit den von nicht subventionierten Unternehmen durchgeführten Tätigkeiten konkurriert;

4° Verwaltung: der von der Regierung ernannte Dienst.

KAPITEL 2 — *Zulassung*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeden Partner für die Durchführung einer oder mehrerer wiederkehrender Maßnahmen zulassen, welche sich in die Politik der Regierung im Zusammenhang mit der langfristigen Vision der nachhaltigen Mobilität und der regionalen Mobilitätsstrategie sowie in die Bereiche Sensibilisierung und Erziehung zur Verkehrssicherheit einfügen.

Um die betroffenen Akteure zu sensibilisieren, organisiert die Regierung eine öffentliche Ausschreibung, in welcher Folgendes festgelegt ist:

1° die betroffenen wiederkehrende(n) Maßnahme(n); 2° das abgedeckte Gebiet;

3° die Zielsetzungen;

4° die Dauer der Zulassung.

Die Regierung kann weitere Elemente ergänzen und legt die Modalitäten der Ausschreibung fest.

Art. 3 - Die Zulassung wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt.

Abweichend von Absatz 1 kann die Regierung, wenn sie dies für gerechtfertigt hält, eine andere Dauer festlegen, welche wiederum zehn Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 4 - In der Zulassung wird jede Maßnahme, für die der Partner zugelassen ist, das abgedeckte Gebiet, die Zielsetzungen sowie die Dauer der Zulassung angegeben.

Für jede Maßnahme, auf die sie abzielt, deckt die Zulassung sämtliche Leistungen ab, aus denen sie sich zusammensetzt.

Art. 5 - Die Regierung legt das Verfahren für die Einreichung und Prüfung des Antrags auf Zulassung, den Inhalt des Antrags auf Zulassung sowie die Form der Zulassung fest.

Art. 6 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel begründet die Zulassung das Recht auf eine Subventionierung für wiederkehrende Maßnahmen gemäß Kapitel 3.

Die Zulassung ist nicht übertragbar.

Art. 7 - Vorbehaltlich einer begründeten Ablehnung durch die Regierung kann der zugelassene Partner bei der Durchführung jeder wiederkehrenden Maßnahme, welche in der Ausschreibung angeführt ist, mit einem oder mehreren anderen zugelassenen Partnern zusammenarbeiten.

Zusätzlich zu den in Artikel 4 angeführten Elementen werden in der Zulassung der oder die von der Zusammenarbeit betroffenen zugelassenen Partner genannt.

Die Regierung legt das Verfahren für die Prüfung des Antrags auf Zusammenarbeit fest.

Art. 8 - Auf Antrag des zugelassenen Partners kann die Regierung auf Grundlage eines mit dem zugelassenen Partner vereinbarten Vorschlags der Verwaltung die Zulassung abändern und jede Maßnahme, auf die sich die Zulassung bezieht, sowie das abgedeckte Gebiet für die restliche Laufzeit erweitern oder begrenzen.

Unbeschadet von Artikel 16, §§ 1 und 2 kann die Regierung, wenn die Bewertung gemäß Artikel 15 zeigt, dass der zugelassene Partner die Ziele in Verbindung mit seiner Zulassung nicht auf zufriedenstellende Weise erfüllt, auf Vorschlag der Verwaltung eine Abänderung der Zulassung beschließen. Diese Abänderung bezieht sich auf die Elemente in Absatz 1.

Die Regierung erlässt das Verfahren zur Abänderung der Zulassung.

Abschnitt 2 — Zulassungsbedingungen

Art. 9 - Um zugelassen werden zu können, muss der Partner alle folgenden Punkte erfüllen:

- 1° verfügt über eine Rechtspersönlichkeit und verfolgt keinen Gewinnzweck;
 - 2° legt ein Programm zur Durchführung jeder wiederkehrenden Maßnahme vor, für die er die Zulassung beantragt; dieses steht im Einklang mit der Artikel 2 genannten Ausschreibung;
 - 3° hat seinen Sitz oder eine Niederlassungseinheit auf dem Gebiet der Wallonischen Region und verfügt über Räumlichkeiten, die den geltenden Gesundheits- und Sicherheitsnormen entsprechen, zugänglich sowie für die Durchführung jeder Maßnahme geeignet sind;
 - 4° sorgt für seine Haftpflichtversicherung und für jene seiner Mitarbeiter sowie seiner Gebäude;
 - 5° passt die Zeiten der Leistung an die Ziele der jeweiligen Maßnahme an;
 - 6° verwaltet personenbezogene Daten gemäß der Verordnung 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und gemäß dem Gesetz vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten;
 - 7° verfügt über eine stabile aus ausgewogene Finanzverwaltung;
 - 8° verfügt über Mitarbeiter mit folgenden Eigenschaften oder greift bei Bedarf auf externe Fachleute mit folgenden Eigenschaften zurück:
 - deren Ausgangsqualifikation oder Berufserfahrung steht im Zusammenhang mit der wiederkehrenden Maßnahme, für die er die Zulassung beantragt;
 - erfüllen die von der Regierung festgelegten moralischen Bedingungen;
 - 9° bietet eine Weiterbildung an, die der Ausübung bzw. jeder wiederkehrenden Maßnahme angemessen ist;
 - 10° erfüllt jede weitere Bedingung, die von der Regierung im Zusammenhang mit den von ihr definierten spezifischen Zielen festgelegt wurde.
- Die Regierung kann die verschiedenen obengenannten Bedingungen und ihre Anwendungsmodalitäten genauer ausführen und ergänzen.

Abschnitt 3 — Verpflichtungen in Verbindung mit der Zulassung

Art. 10 - Auf Anfrage der Verwaltung legt der zugelassene Partner alle Informationen im Zusammenhang mit der Durchführung jeder wiederkehrenden Maßnahme gemäß den von der Regierung erlassenen Modalitäten vor.

Art. 11 - Der zugelassene Partner erstellt jährlich nach den von der Regierung beschlossenen Modalitäten einen Tätigkeitsbericht für jede wiederkehrende Maßnahme, die im Rahmen seiner Zulassung durchgeführt wird, und übermittelt diesen der Verwaltung.

Die Verwaltung legt die Form und den Inhalt des Tätigkeitsberichts gemäß Absatz 1 fest.

Jede Verzögerung bei der Übermittlung des Tätigkeitsberichts führt zu einer Inverzugsetzung durch die Regierung nach den von ihr festgelegten Modalitäten. Wenn die Inverzugsetzung nicht eingehalten wird, kann die Regierung die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung aussprechen.

Der zugelassene Partner informiert die Verwaltung so schnell wie möglich über alle Änderungen in Bezug auf die in Artikel 9 angeführten Bedingungen.

KAPITEL 3 — Subventionierung der zugelassenen Partner und punktueller Maßnahmen

Art. 12 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung den zugelassenen Partnern eine Subventionierung für die Durchführung der wiederkehrenden Maßnahmen, welche im Rahmen der Zulassung gemäß Kapitel 2 vorgesehen sind.

Die Subvention deckt die Mitarbeiter-, Betriebs- und Investitionskosten, die für die Durchführung jeder wiederkehrenden Maßnahme und die Erfüllung der mit der Zulassung verbundenen Verpflichtungen erforderlich sind.

Die Regierung legt den Mechanismus zur Indexierung fest.

Art. 13 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Partnern eine Subventionierung für die Durchführung punktueller Maßnahmen gewähren, welche sich in die Politik der Regierung gemäß Artikel 2, Absatz 1 einfügen. Dies erfolgt nach einem Verfahren mit Projektauftrag.

Im Projektauftrag ist Folgendes angeführt:

1° Verfahren zur Einreichung und Prüfung der Bewerbungen;

2° pauschale Subvention, die für jede Art von punktueller Maßnahme gewährt wird; 3° Voraussetzungen für die Gewährung der Subventionen;

4° Bedingungen für die Durchführung der Maßnahmen.

Im Falle von 2° deckt die Subvention die Mitarbeiter-, Betriebs- und Investitionskosten ab, die für die Durchführung der punktuellen Maßnahme erforderlich sind.

Die Regierung kann die Elemente des Projektauftrags ergänzen.

Die Regierung legt das Verfahren für den Projektauftrag fest und führt die Vermerke für die Bewertungen aus.

Art. 14 - Die Regierung legt für die Anwendung der Artikel 12 und 13 Folgendes fest: 1° die Kategorien von zulässigen Ausgaben;

2° die Sätze und Modalitäten für die Berechnung und die Auszahlung von Subventionen

KAPITEL 4 — *Bewertung und Sanktionen*

Art. 15 - Die Regierung bewertet Folgendes:

1° laufend die Einhaltung der in Artikel 9 vorgesehenen Zulassungsbedingungen durch den zugelassenen Partner;

2° mindestens einmal jährlich die Einhaltung der Bedingungen für die Durchführung jeder wiederkehrenden Maßnahme durch den zugelassenen Partner, vor allem durch den in Artikel 11 angeführten Tätigkeitsbericht, sowie die Einhaltung der Bedingungen für die Durchführung der punktuellen Maßnahme durch den Partner.

Jeder Partner übermittelt alle Unterlagen, die für die in Absatz 1 angeführte Bewertung nützlich sind, und gewährt den Mitarbeitern der Verwaltung nach vorheriger Ankündigung durch die Verwaltung Zugang zu seinen Räumlichkeiten.

Die Regierung legt die Bewertungsmodalitäten gemäß Absatz 1 fest.

Art. 16 - § 1. Wenn die in Artikel 15 vorgesehene Bewertung zeigt, dass der zugelassene Partner die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungserlasse nicht einhält oder dass seine Finanzverwaltung schwerwiegende Mängel aufweist, erfolgt durch die Regierung eine Inverzugsetzung an den zugelassenen Partner, die erforderlichen Maßnahmen zur Behebung dieser Mängel zu setzen.

Innerhalb von zwei Monaten ab der Inverzugsetzung weist der zugelassene Partner nach, dass er die Bedingungen und Verpflichtungen wieder erfüllt. Andernfalls legt er innerhalb derselben Frist der Regierung einen Plan zur Behebung der Situation zur Genehmigung vor.

Falls die Regierung den vom zugelassenen Partner vorgeschlagenen Plan ablehnt, fordert sie diesen auf, ihr innerhalb eines Monats nach der Entscheidung der Ablehnung einen neuen Plan für die Berichtigung der Situation zu übermitteln.

Im Falle einer zweiten Ablehnung oder falls der zugelassene Partner innerhalb der in Absatz 3 angeführten Fristen keinen Plan übermittelt, verhängt die Regierung eine oder mehrere der in Paragraph 2 angeführten Sanktionen.

Spätestens sechs Monate nach der Genehmigung des Plans für die Berichtigung der Situation nimmt die Regierung eine Bewertung der erhaltenen Ergebnisse vor.

Falls die Bewertung der erhaltenen Ergebnisse negativ oder nicht zufriedenstellend ausfällt, kann die Regierung eine oder mehrere Sanktionen gemäß Paragraph 2 verhängen.

§ 2. Je nach den Ergebnissen der Bewertung, die in Artikel 15 vorgesehen ist, kann die Regierung eine oder mehrere der folgenden Sanktionen anwenden:

1° Aussetzung der Auszahlung der Tranchen;

2° Forderung der teilweisen oder vollständigen Erstattung der bereits ausgezahlten Subventionen; 3° Aussetzung der Zulassung;

4° vollständiger oder teilweiser Entzug der Zulassung.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren für die Aussetzung und für den Entzug der Zulassung fest.

Die Aussetzung der Zulassung kann zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens erfolgen, bis der zugelassene Partner seine Situation reguliert hat.

Der Entzug der Zulassung erfolgt in einer Weise, die es dem Arbeitgeber ermöglicht, seine arbeitsrechtlichen Verpflichtungen zu erfüllen und alle nützlichen Sicherungsmaßnahmen zu setzen.

Art. 17 - Falls die in Artikel 15, 2° vorgesehene Bewertung zeigt, dass die Subvention nicht gemäß den in den Artikeln 12 und 13 genannten Bedingungen eingesetzt wurde, oder wenn die Subvention für andere als die von der Regierung gemäß Artikel 14 festgelegten Ausgaben eingesetzt wurde, kann die Regierung die teilweise oder vollständige Erstattung der gewährten Subvention fordern.

KAPITEL 5 — *Wahrnehmung öffentlicher Aufgaben im Bereich der Verkehrssicherheit*

Art. 18 - Eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht mit der Bezeichnung

„Agence wallonne pour la sécurité routière“ („Wallonische Agentur für Verkehrssicherheit“), im Folgenden als AWSR bezeichnet, wird gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen gegründet. Ihr werden öffentliche Aufgaben im Sinne von Artikel 19 übertragen.

Art. 19 - Die AWSR ist mit Folgendem beauftragt:

1° Schaffung eines Wissenszentrums, das mit der Sammlung und Analyse von Daten zur Verkehrssicherheit beauftragt wird;

2° Kommunikation mit den Bürgern und Sensibilisierung der Bürger;

3° Unterstützung einer effizienten Kontroll- und Sanktionspolitik;

4° Begleitung von Opfern von Verkehrsunfällen oder deren Angehörigen; 5° Bewertung der Fahrtauglichkeit;

6° Schulung und Erziehung zur Verkehrssicherheit;

7° Vorsitz, operative Koordination und Sekretariat des wallonischen Hohen Rates für Verkehrssicherheit.

Die Regierung kann auf Grundlage von Zielen für die Verkehrssicherheit, die sie festlegt, die in Absatz 1 angeführten Aufgaben neu bewerten und ergänzen.

Art. 20 - § 1. Die Regierung genehmigt die Satzung der AWSR und deren spätere Änderungen.

§ 2. Der Gesellschaftssitz der AWSR befindet sich in der Wallonie.

§ 3. Das Verwaltungsorgan der AWSR besteht aus mindestens je einem Vertreter:

1° der Regierung, ernannt vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereichen die Verkehrssicherheit zählt;

2° der Regierung, ernannt vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereichen die Mobilität oder die Infrastruktur zählen;

3° der Polizei;

4° einer im Bereich der Verkehrssicherheit tätigen Organisation;

5° einer Vereinigung, deren Gesellschaftszweck die Verteidigung der Interessen aktiver Fortbewegungsarten ist;

6° des Sektors der Fahrausbildung.

Den Vorsitz bei dem Verwaltungsorgan führt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereichen die Verkehrssicherheit zählt, oder dessen Stellvertreter.

Die für Verkehrssicherheit, Mobilität und Infrastruktur zuständige wallonische Verwaltung nimmt an den Sitzungen des Verwaltungsorgans mit beratender Stimme teil.

Das Mandat des Verwalters wird unentgeltlich ausgeübt.

§ 4. Der geschäftsführende Verwalter der AWSR erfüllt seinen Auftrag der täglichen Verwaltung im Rahmen eines Arbeitsverhältnisses mit dem Status eines Angestellten.

Die Funktion des geschäftsführenden Verwalters ist mit folgenden Mandaten unvereinbar: 1° Mitglied eines Gemeindegremiums oder Provinzgremiums;

2° Vorsitzender eines Gemeinderats oder eines Provinzialrats;

3° Mitglied des Europäischen Parlaments, der Föderalen gesetzgebenden Kammern oder eines Parlament einer Region oder Gemeinschaft.

§ 5. Die Vergütung der Mitarbeiter der AWSR wird gemäß den Gehaltsstufen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegt. Für den geschäftsführenden Verwalter gilt eine Gehaltsstufe, die den Beamten des Rangs A3/Generalinspektor-Sachverständiger entspricht.

Das Auswahlverfahren erfolgt nach den vom Verwaltungsorgan der AWSR festgelegten Verfahren, einschließlich der vorherigen Veröffentlichung der Stellenausschreibung sowie einschließlich der Auswahl durch eine Jury.

Art. 21 - Die Regierung und die AWSR schließen einen Vertrag mit den Zielsetzungen mit einer Laufzeit von fünf Jahren ab, in dem die in Artikel 19 angeführten Aufgaben operativ umgesetzt werden.

Sollte nach dessen Ablauf kein neuer Vertrag mit den Zielsetzungen abgeschlossen werden, erfolgt eine stillschweigende Verlängerung der Laufzeit um ein Jahr (weitere Verlängerung möglich).

Der Vertrag mit den Zielsetzungen legt Folgendes fest:

1° Zielsetzungen in Verbindung mit jeder Aufgabe; 2° Verpflichtungen der Vertragsparteien;

3° Finanzierung der AWSR und deren Modalitäten;

4° Indikatoren der Begleitung und der Ergebnisse, die mit der Durchführung und einer Weiterentwicklung der Aufgaben gemäß Artikel 19 verbunden sind.

Die in 4° angeführten Indikatoren ermöglichen es, die Ziele im Laufe der Zeit zu überwachen und ihre operative Umsetzung nachzuverfolgen.

Art. 22 - § 1. Auf Grundlage des Vertrags mit den Zielsetzungen gemäß Artikel 21 erstellt die AWSR jährlich Folgendes:

1° einen operativen Aktionsplan mit den Mitteln und Ressourcen, welche es ermöglichen, die Aufgaben zu erfüllen und die festgelegten Ziele zu erreichen;

2° einen Tätigkeitsbericht mit einer Aktualisierung der Leistungen und Ergebnisse des vergangenen Jahres auf Grundlage der in Artikel 21, 4° angeführten Indikatoren;

3° einen Informationsbericht, der Folgendes beinhaltet:

Jahresabschluss des letzten Geschäftsjahres, der zumindest von einem Unternehmensprüfer zertifiziert wurde;

Sozialbilanz über die Anwendung der Regeln für die Personalverwaltung und die Konzertierung.

Bezüglich des in 3° genannten Informationsbericht gilt Kapitel V des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Verwaltungsvertrag und die Informationspflichten nicht für die AWSR.

Die Fristen für die Übermittlung der in Absatz 1 angeführten Dokumente werden innerhalb des Vertrags mit den Zielsetzungen festgelegt.

Die Regierung bewertet jährlich die Erreichung der Ziele anhand des Tätigkeitsberichts.

§ 2. Spätestens drei Monate vor Ablauf des Vertrags mit den Zielsetzungen erstellt die AWSR einen Abschlussbericht mit einer detaillierten Zusammenfassung der Maßnahmen und Ergebnisse auf Grundlage der in Artikel 21, 4° aufgeführten Indikatoren.

Die Regierung führt anhand des Abschlussberichts eine umfassende Bewertung der Erreichung der Zielsetzungen durch.

Art. 23 - Jedes Jahr übermittelt die Regierung dem Parlament den operativen Aktionsplan, den Tätigkeitsbericht und den Informationsbericht der AWSR.

Art. 24 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung der AWSR eine Finanzierung, um die in Artikel 19 festgelegten Aufgaben zu erfüllen.

Der in Artikel 21 genannte Vertrag mit den Zielsetzungen legt den ursprünglichen Betrag der Subvention fest. Der Betrag wird jährlich nach dem Gesundheitsindex Basis 2013 indexiert.

Die Subvention soll die Mitarbeiter-, Betriebs-, Kommunikations-, Investitions- und Ausrüstungskosten der Einrichtung ganz oder teilweise decken.

§ 2. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung der AWSR eine zusätzliche Subvention für spezifische, nicht im Vertrag mit den Zielsetzungen vorgesehene Maßnahmen gewähren, um die von ihr festgelegten Ziele im Bereich Verkehrssicherheit zu erreichen.

§ 3. Die Modalitäten für die Auszahlung der Subvention und die zulässigen Ausgaben werden von der Regierung festgelegt.

Art. 25 - § 1. Die AWSR unterwirft sich der Finanzkontrolle der Verwaltung gemäß den Modalitäten, die im in Artikel 21 angeführten Vertrag mit den Zielsetzungen festgelegt sind.

Wenn die in diesem Dekret festgelegten Verpflichtungen nicht erfüllt werden, teilt die Regierung der AWSR auf jeglichem Weg, der der Sendung ein bestimmtes Datum verleiht, ihre Absicht mit, eine oder mehrere der folgenden Sanktionen zu verhängen:

- 1° Aussetzung der Auszahlung der Tranchen;
- 2° teilweise oder vollständige Erstattung der zuvor ausgezahlten Subventionen.

§ 2. Die AWSR hat nach Erhalt dieser Absicht dreißig Tage Zeit, um der Regierung auf jeglichem Weg, der der Sendung ein bestimmtes Datum verleiht, ihre Beobachtungen zu übermitteln.

Die Regierung fasst innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der genannten Beobachtungen einen Beschluss.

Art. 26 - Der Vertrag mit den Zielsetzungen gemäß Artikel 21 legt die Modalitäten für die Anpassung der Subvention und die Modalitäten für den Ausgleich des Restbetrags derselben in Jahr N über den Betrag des Jahres N+1 fest.

KAPITEL 6 — *Verarbeitung personenbezogener Daten*

Art. 27 - § 1. Die Verwaltung muss im Rahmen der verschiedenen Aufgaben, die ihr im Rahmen dieses Dekrets zukommen, personenbezogene Daten verarbeiten.

Die Verwaltung ist der Verantwortliche für die Verarbeitung, wie dies in Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und der Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG vorgesehen ist.

§ 2. Die Kategorien von Daten, die vom Verantwortlichen für die Verarbeitung im Rahmen des vorliegenden Dekrets verarbeitet und gesammelt werden, sind:

- 1° personenbezogene Identifizierungsdaten;
- 2° Qualifikationen, Ausbildung und Berufserfahrung; 3° Zugehörigkeit und Beteiligung an Organisationen;
- 4° Einzelheiten zu den Dienstleistungen, die für die betreffende Person erbracht werden;
- 5° Strafregisterauszüge der von der Regierung identifizierten Personen.

Für die in 1° genannte Kategorie von Daten hat die Verwaltung Zugang zu den in Artikel 3, Absatz 1, 1°, 2° und 5° des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen genannten Informationen und kann die Identifikationsnummer des Nationalregisters der betroffenen Personen verwenden.

Die Regierung gibt für jede wiederkehrende und für jede punktuelle Maßnahme an, welche Daten von den Dienstleistern zur Erfüllung ihrer Aufgaben und zur Verarbeitung der Daten der Verwaltung bereitgestellt werden müssen.

§ 3. Die Daten werden zu folgenden Zwecken verarbeitet und aufbewahrt:

- 1° Überprüfung der Zulassungsbedingungen für die Gewährung oder die Ablehnung der Gewährung der genannten Zulassung;
- 2° Analyse der Tätigkeitsberichte gemäß Artikel 11, Absatz 1 und Artikel 13, Absatz 2;
- 3° Bewertungen gemäß Artikel 15, Absatz 1, 1° und 2°;
- 4° gegebenenfalls Erstellung allgemeiner und anonymer Statistiken durch die Verwaltung zum Zweck der Analyse und Bewertung der politischen Maßnahme.

§ 4. Die in Paragraph 2 angeführten Daten sind nur den von der Regierung und dem für die Verarbeitung Verantwortlichen ernannten statutarischen Mitarbeitern oder Vertragsbediensteten zugänglich und dürfen nur zu jenen Zwecken verwendet werden, die notwendig sind, um die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse zu erfüllen.

Die Konsultation der Daten wird durch persönliche Zugriffsrechte geregelt, die jedem Mitarbeiter entsprechend seiner Rolle in der Datenverarbeitung gewährt werden.

§ 5. Die für die Erreichung der Zwecke erforderliche Dauer für die Aufbewahrung von Daten beträgt zehn Jahre. Anschließend werden die Daten fünf Jahre lang für ein Verwaltungsinteresse aufbewahrt, wie etwa für die mögliche Bearbeitung eines Rechtsstreits oder zur Erfüllung einer gesetzlichen Verpflichtung. In diesem Zeitraum können die Daten von speziell befugten Personen punktuell und mit Begründung abgerufen werden.

§ 6. In allen Fällen werden die Personen, auf die sich die in diesem Artikel genannte Datenverarbeitung bezieht, von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen unverzüglich über Folgendes in Kenntnis gesetzt:

1° Identität und Geschäftsadresse des für die Verarbeitung Verantwortlichen und seines Vertreters in der Wallonischen Region;

2° gesetzliche oder verordnungsrechtliche Grundlage für die Datensammlung;

3° Empfänger der Daten und Zweck, zu dem die gesammelten Daten verwendet werden;

4° die personenbezogenen Daten, die die jeweilige Person betreffen;

5° Möglichkeiten der Anrufung der Datenschutzbehörde und deren Adresse;

6° Bestehen des Rechts auf Zugriff auf die Daten und auf Berichtigung fehlerhafter Daten sowie die Modalitäten für die Ausübung dieser Rechte;

7° Dauer der Aufbewahrung der Daten.

§ 7. Der Verantwortliche für die Datenverarbeitung setzt alle Maßnahmen, die eine vollkommene Aufbewahrung der personenbezogenen Daten ermöglichen.

Personen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Dekrets personenbezogene Daten erhalten, setzen Maßnahmen, die die Vertraulichkeit dieser Daten sowie die Verwendung ausschließlich zu den in oder gemäß diesem Dekret vorgesehenen Zwecken oder zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Verpflichtungen gewährleisten.

KAPITEL 7 — *Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmungen*

Art. 28 - Artikel 9bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juli 2010 und geändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2014, wird außer Kraft gesetzt.

Alle Anträge auf Subvention im Bereich der Sensibilisierung und Erziehung zur Verkehrssicherheit, die vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses gestellt wurden, unterliegen weiterhin Artikel 9bis des Erlasses vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes in der durch den Erlass vom 11. Dezember 2014 geänderten Fassung.

Art. 29 - Artikel 46 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit wird außer Kraft gesetzt.

Art. 30 - Die Regierung setzt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets fest, mit Ausnahme von Kapitel 5, welches mit 1. Januar 2025 in Kraft tritt.

Namur, am 11. April 2024

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung
und Innovation, Digitales, Raumplanung, Landwirtschaft, IFAPME und Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastruktur
P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung,
Gesundheit, soziale Maßnahmen und soziale Wirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1655 (2023-2024), Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 10. April 2024

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006420]

11 APRIL 2024. — Decreet betreffende de erkenning van partners en de subsidiëring van acties inzake duurzame mobiliteit, bewustmaking en voorlichting inzake verkeersveiligheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Aanhef*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° de partner: de gemeente, de vereniging van gemeenten, de provincie, de politiezone, de vereniging zonder winstoogmerk en de school erkend door de gemeenschappen en gelegen op het grondgebied van het Waals Gewest;

2° de erkende partner: de partner die door de Regering krachtens hoofdstuk 2 is erkend om de terugkerende acties uit te voeren;

3° de actie: elk project of initiatief in verband met duurzame mobiliteit, bewustmaking en voorlichting inzake verkeersveiligheid in het Waals Gewest dat geen commerciële activiteit inhoudt die concurreert met activiteiten uitgevoerd door niet-gesubsidieerde bedrijven;

4° de administratie : de dienst(en) aangewezen door de Regering

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning**Afdeling 1 — Algemene bepalingen.*

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de regering elke partner erkennen om een of meer terugkerende acties uit te voeren in overeenstemming met het Regeringsbeleid met betrekking tot de langetermijnvisie op duurzame mobiliteit en de regionale mobiliteitsstrategie, alsook op het gebied van bewustmaking en voorlichting inzake verkeersveiligheid.

Om de betrokken actoren te sensibiliseren, organiseert de Regering een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die het volgende bepaalt:

1° de betrokken terugkerende actie(s); 2° het bestreken grondgebied;

3° de bedoelde doelstellingen;

4° de duur van de erkenning ;

De Regering kan andere elementen toevoegen en de voorwaarden van de oproep tot het indienen van kandidaturen bepalen.

Art. 3. De erkenning wordt voor de duur van vijf jaar verleend.

In afwijking van lid 1 kan de Regering, indien daartoe aanleiding bestaat, een andere termijn vaststellen die niet langer mag zijn dan tien jaar.

Art. 4. De erkenning specificeert elke actie waarvoor de partner is erkend, het gebied dat wordt bestreken, de doelstellingen en de duur van de erkenning.

Voor elke actie die het bedoelt, dekt de erkenning alle diensten die deel uitmaken van de actie.

Art. 5. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en behandelen van de erkenningsaanvraag, de inhoud van de erkenningsaanvraag en de vorm van de erkenning.

Art. 6. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten geeft de erkenning het recht om terugkerende acties te subsidiëren, overeenkomstig hoofdstuk 3.

De erkenning is niet overdraagbaar.

Art. 7. Behoudens een gemotiveerde weigering van de Regering kan de erkende partner samenwerken met een of meer andere erkende partners om elke terugkerende actie uit te voeren die in de oproep tot het indienen van kandidaturen is opgenomen.

Naast de in artikel 4 bedoelde elementen wordt in de erkenning vermeld welke erkende partner(s) bij de samenwerking betrokken is (zijn).

De Regering bepaalt de onderzoekprocedure van het verzoek tot samenwerking.

Art. 8. Op verzoek van de erkende partner kan de Regering, op basis van een voorstel van de met de erkende partner overeengekomen administratie, de erkenning wijzigen en elke onder de erkenning vallende actie alsook het gebied waarop de erkenning betrekking heeft, voor de resterende duur uitbreiden of beperken.

Onverminderd artikel 16, §§ 1 en 2, kan de Regering, indien uit de evaluatie bedoeld in artikel 15 blijkt dat de erkende partner niet op bevredigende wijze beantwoordt aan de doelstellingen verbonden aan zijn erkenning, op voorstel van de administratie beslissen over een wijziging van de erkenning. Deze wijziging heeft betrekking op de elementen bedoeld in paragraaf 1.

De Regering bepaalt de procedure voor het wijzigen van de erkenning.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 9. Om erkend te worden, moet de partner cumulatief :

1° de rechtspersoonlijkheid hebben en een doelstelling zonder winstoogmerk nastreven;

2° een programma indienen voor de uitvoering van elke terugkerende actie waarvoor hij om goedkeuring verzoekt, dat in overeenstemming is met de in artikel 2 bedoelde oproep tot het indienen van kandidaturen;

3° zijn maatschappelijke zetel of een vestigingseenheid hebben in het Waals Gewest en beschikken over lokalen die voldoen aan de geldende gezondheids- en veiligheidsnormen, toegankelijk zijn en geschikt zijn om elke actie uit te voeren;

4° zijn burgerlijke aansprakelijkheid en die van zijn personeel, alsook zijn gebouwen verzekeren;

5° de diensttijden aan de doelstellingen van elke actie aanpassen;

6° de persoonsgegevens beheren overeenkomstig Verordening 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

7° een stabiel en evenwichtig financieel beheer hebben;

8° over eigen personeel beschikken of indien nodig gebruik maken van externe vakmensen:

a) wier basiskwalificatie of beroepservaring verband houdt met de terugkerende activiteit waarvoor ze erkenning aanvragen;

b) die voldoen aan de voorwaarden van goed gedrag vastgelegd door de Regering;

9° permanente opleiding voorstellen die aangepast is aan de uitvoering van elke terugkerende actie;

10° voldoen aan alle andere voorwaarden die de Regering bepaalt met betrekking tot de specifieke doelstellingen die zij heeft bepaald.

De Regering kan de verschillende hierboven vermelde voorwaarden en hun toepassingsmodaliteiten specificeren en aanvullen.

Afdeling 3. — Verplichtingen gebonden aan de erkenning

Art. 10. Op verzoek van de administratie verstrekt de erkende partner alle informatie over de uitvoering van elke terugkerende actie, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 11. Elk jaar stelt de erkende partner, volgens de door de Regering vastgestelde procedures, een activiteitenverslag op voor elke terugkerende actie die wordt uitgevoerd in het kader van zijn erkenning en stuurt dit naar de administratie.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het activiteitenverslag voor de financiering bedoeld in het eerste lid.

Elke vertraging in het indienen van het activiteitenrapport zal resulteren in een formele aanmaning van de Regering om het genoemde rapport in te dienen, in overeenstemming met de voorwaarden en bepalingen die door de Regering zijn vastgesteld. Als de ingebrekestelling niet wordt nageleefd, kan de Regering de erkenning opschorten of intrekken.

De erkende partner stelt de administratie zo spoedig mogelijk in kennis van elke wijziging in de in artikel 9 vermelde voorwaarden.

HOOFDSTUK 3. — Subsidiëring van erkende partners en eenmalige acties

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering subsidies aan de erkende partners voor de uitvoering van de terugkerende acties waarin de in hoofdstuk 2 bedoelde erkenning voorziet.

De subsidie dekt de personeels-, exploitatie- en investeringskosten die nodig zijn om elke terugkerende actie uit te voeren en om te voldoen aan de verplichtingen in verband met erkenning.

De Regering bepaalt het mechanisme voor de indexering.

Art. 13. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering na een oproep tot het indienen van projecten subsidies verlenen aan partners voor de uitvoering van specifieke acties die in overeenstemming zijn met het in artikel 2, lid 1, bedoelde regeringsbeleid.

De oproep tot het indienen van projecten vermeldt:

1° de procedure tot de indiening en het onderzoek van de kandidaturen

2° de forfaitaire subsidie toegekend voor elk type van specifieke actie; 3° de toekenningsvoorwaarden van de subsidies;

4° de voorwaarden voor het ondernemen van de acties;

Onder 2° dekt de subsidie de personeels-, werkings- en investeringskosten die nodig zijn om de specifieke actie uit te voeren.

De Regering kan de elementen van de oproep tot het indienen van projecten aanvullen.

De Regering bepaalt de procedure voor de oproep tot indienen van projecten en geeft aan welke vermeldingen bij de kandidatuur moeten worden gevoegd

Art. 14. Voor de toepassing van de artikelen 12 en 13 bepaalt de Regering het volgende : 1° de soorten in aanmerking komende uitgaven;

2° de tarieven en modaliteiten voor de berekening en betaling van de subsidies.

HOOFDSTUK 4. — Beoordeling en sancties

Art. 15. De Regering evalueert :

1° het op permanente basis naleven door de erkende partner van de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 9;

2° ten minste jaarlijks, de naleving door de erkende partner van de voorwaarden voor de uitvoering van elke terugkerende actie, met name via het activiteitenverslag bedoeld in artikel 11, en door de partner van de voorwaarden voor de uitvoering van de eenmalige actie.

Elke partner verstrekt alle documenten die nuttig zijn voor de in lid 1 bedoelde beoordeling en verleent de ambtenaren van de administratie toegang tot zijn gebouwen, mits voorafgaande waarschuwing door de administratie.

De Regering stelt de modaliteiten voor de beoordeling bedoeld in lid 1 vast.

Art. 16. § 1. Indien uit de beoordeling bedoeld in artikel 15 blijkt dat de erkende partner de bepalingen van dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft of dat er ernstige tekortkomingen zijn in zijn financieel beheer, maant de Regering de erkende partner formeel aan om de nodige maatregelen te nemen om de situatie te verhelpen.

Binnen twee maanden na de ingebrekestelling moet de erkende partner bewijzen dat hij opnieuw aan de voorwaarden en verplichtingen voldoet. Als dit niet lukt, legt hij binnen dezelfde termijn een plan om de situatie te verhelpen ter goedkeuring voor aan de Regering.

Als de Regering het door de erkende partner voorgestelde plan weigert, nodigt ze deze partner uit om een nieuw herstelplan in te dienen binnen een maand na de weigeringsbeslissing.

In geval van een tweede weigering of indien de erkende partner nalaat een plan in te dienen binnen de in lid 3 bedoelde termijnen, legt de Regering één of meer van de in paragraaf 2 bedoelde sancties op.

Uiterlijk zes maanden na de goedkeuring van dit herstelplan zal de Regering de behaalde resultaten evalueren.

Indien de beoordeling van de verkregen resultaten negatief of onbevredigend is, kan de Regering één of meer van de in paragraaf 2 bedoelde sancties opleggen.

§ 2. Afhankelijk van de resultaten van de in artikel 15 bedoelde beoordeling kan de Regering een of meer van de volgende sancties opleggen:

- 1° de vereffening van de schijven opschorten;
- 2° de gedeeltelijke of volledige terugbetaling van reeds betaalde subsidies eisen; 3° de erkenning opschorten;
- 4° de erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken.

§ 3. De Regering bepaalt de procedures tot toekenning of intrekking van de erkenning.

De erkenning kan op elk moment tijdens de procedure worden opgeschort in afwachting van regularisatie van de situatie door de erkende partner.

De intrekking van de erkenning wordt zodanig uitgevoerd dat de werkgever zijn verplichtingen op grond van de arbeidswetgeving kan nakomen en de nodige voorzorgsmaatregelen kan treffen.

Art. 17. Als uit de evaluatie, vermeld in artikel 15, 2°, blijkt dat de subsidie niet is gebruikt overeenkomstig de voorwaarden, vermeld in de artikelen 12 en 13, of als de subsidie is gebruikt voor andere uitgaven dan die welke door de Regering overeenkomstig artikel 14 zijn vastgesteld, kan de Regering de gedeeltelijke of volledige terugbetaling van de toegekende subsidie vragen.

HOOFDSTUK 5. — *Openbare opdrachten op het gebied van verkeersveiligheid*

Art. 18. Er vereniging zonder winstoogmerk wordt opgericht onder de naam

“Agence wallonne pour la sécurité routière” (Waals Agentschap voor de Verkeersveiligheid), hierna AWSR genoemd, overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, dat belast is met de opdrachten van openbare dienst zoals omschreven in artikel 19.

Art. 19. Het “AWSR” is belast met:

- 1° de oprichting van een kenniscentrum dat belast is met het verzamelen en analyseren van gegevens over verkeersveiligheid;
- 2° de communicatie en bewustmaking van het publiek;
- 3° de steun voor een doeltreffend controle- en sanctiebeleid;
- 4° het begeleiden van verkeersslachtoffers of hun familie; 5° het beoordelen van de rijgeschiktheid;
- 6° de opleiding en voorlichting inzake verkeersveiligheid ;
- 7° het voorzitterschap, de operationele coördinatie en het secretariaat van de “Conseil supérieur wallon de la Sécurité routière” (Waalse hoge raad voor verkeersveiligheid).

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde opdrachten opnieuw evalueren en aanvullen op basis van de verkeersveiligheidsdoelstellingen die zij zichzelf oplegt.

Art. 20. § 1. De Regering keurt de statuten van het “AWSR” en alle latere wijzigingen goed.

§ 2. De bedrijfszetel van het “AWSR” is in Wallonië gelegen.

§ 3. Het bestuursorgaan van het AWSR bestaat uit ten minste één vertegenwoordiger:

- 1° van de Regering, aangewezen door de Minister bevoegd voor verkeersveiligheid;
- 2° van de Regering, aangewezen door de Minister bevoegd voor mobiliteit of infrastructuur;
- 3° van de Politie;
- 4° van een organisatie die actief is inzake verkeersveiligheid;
- 5° van een vereniging die als maatschappelijk doel heeft de belangen van de actieve vervoersmodi te verdedigen;
- 6° van de sector van de rijopleiding;

Het bestuursorgaan wordt voorgezeten door de Minister die verantwoordelijk is voor verkeersveiligheid of zijn vertegenwoordiger.

De Waalse administratie die verantwoordelijk is voor verkeersveiligheid, mobiliteit en infrastructuur woont de vergaderingen van het bestuursorgaan bij met raadgevende stem.

Het mandaat van bestuurder wordt gratis uitgeoefend.

§ 4. De gedelegeerd bestuurder van het “AWSR” oefent zijn dagelijkse beheersopdrachten uit in het kader van een arbeidsbetrekking onder een loontrekkend statuut.

De functie van gedelegeerd bestuurder is onverenigbaar met het mandaat: 1° van lid van een gemeentecollege of een provinciecollege;

2° van voorzitter van een gemeentecollege of een provinciecollege;

3° van lid van het Europees Parlement, van de Federale wetgevende kamers of van een Gewest- of Gemeenschapsparlement;

§ 5. De bezoldiging van het “AWSR”-personeel wordt vastgesteld in overeenstemming met de weddeschalen van de Waalse ambtenarencode. De salarisschaal van de gedelegeerd bestuurder is gelijk aan die van de ambtenaren van rang A3/Expert-inspecteur-generaal.

De selectieprocedure verloopt volgens de door het bestuursorgaan van het "AWSR" vastgestelde procedures, waaronder voorafgaande bekendmaking van de vacature en selectie door een jury.

Art. 21. De Regering en het "AWSR" sluiten een doelstellingenovereenkomst voor vijf jaar waarin de operationele details van de in artikel 19 bedoelde opdrachten worden vastgelegd.

Als er aan het einde van het contract geen nieuw doelstellingencontract wordt getekend, wordt het stilzwijgend verlengd voor een hernieuwbare periode van één jaar.

Het doelstellingencontract bepaalt :

1° de doelstellingen van elke opdracht; 2° de verplichtingen van de partijen bij de overeenkomst;

3° de financiering van het "AWSR" en de voorwaarden ervan;

4° de opvolging- en resultaatindicatoren met betrekking tot de uitoefening en ontwikkeling van de opdrachten bedoeld in artikel 19.

Met de indicatoren bedoeld in 4° kunnen de doelstellingen in de tijd worden opgevolgd en kan de operationele uitvoering ervan worden gevolgd.

Art. 22. § 1. Op basis van de in artikel 21 bedoelde doelstellingenovereenkomst legt het "AWSR" jaarlijks het volgende vast:

1° een operationeel actieplan met de middelen en de hulpmiddelen die nodig zijn om de opdrachten uit te voeren en de vastgelegde doelstellingen te bereiken;

2° een activiteitenverslag met een update van de verwezenlijkingen en resultaten van het voorbije jaar op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 21, 4°;

3° een informatieverlag met :

a) de jaarrekeningen van het laatste boekjaar, gecertificeerd door ten minste één bedrijfsrevisor;

b) een sociale balans over de toepassing van de regels met betrekking tot het personeelsbeheer en het overleg.

Met betrekking tot het in 3° bedoelde informatieverlag is hoofdstuk V van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking niet van toepassing op het "AWSR".

De termijn voor het versturen van de documenten waarnaar wordt verwezen in lid 1 worden bepaald in het doelstellingencontract.

Elk jaar beoordeelt de regering in het licht van het activiteitenverslag of de doelstellingen zijn bereikt.

§ 2. Uiterlijk drie maanden voor het einde van de doelstellingenovereenkomst stelt het "AWSR" een eindverslag op met een gedetailleerd overzicht van de acties en resultaten op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 21, 4°.

Elk jaar beoordeelt de Regering in het licht van het eindverslag of de doelstellingen zijn bereikt.

Art. 23. Elk jaar stuurt de Regering het parlement het operationele actieplan, het activiteitenverslag en het informatieverlag van het "AWSR".

Art. 24. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering financiering toe aan het "AWSR" met het oog op de uitvoering van de in artikel 19 genoemde opdrachten.

In het doelstellingencontract als bedoeld in artikel 21 wordt het oorspronkelijke bedrag van de subsidie vastgesteld. Het bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd met de basisgezondheidsindex van 2013.

De subsidie is bedoeld om de kosten van de organisatie op het gebied van personeel, werking, communicatie, investeringen en apparatuur geheel of gedeeltelijk te dekken.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering aan het "AWSR" een aanvullende subsidie toekennen voor specifieke acties waarin het doelstellingencontract niet voorziet, om de verkeersveiligheidsdoelstellingen te halen die zij zichzelf heeft gesteld.

§ 3. De voorwaarden voor het betalen van de subsidie en de in aanmerking komende uitgaven worden vastgesteld door de Regering.

Art. 25. § 1. Het "AWSR" is onderworpen aan de financiële controle door de administratie volgens de procedures die zijn vastgesteld in het in artikel 21 bedoelde doelstellingencontract.

Wanneer niet wordt voldaan aan de in dit besluit vastgestelde verplichtingen, stelt de Regering het "AWSR" op de hoogte van haar voornemen, door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, om een of meer van de volgende sancties toe te passen:

1° de vereffening van de schijven opschorten;

2° de eerder betaalde subsidies geheel of gedeeltelijk terugbetalen.

§ 2. Het "AWSR" beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot vermindering of opschorting, om zijn schriftelijke opmerkingen bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend aan de Regering over te maken.

De Minister beslist binnen dertig dagen na ontvangst van die opmerkingen.

Art. 26. In het in artikel 21 bedoelde doelstellingencontract zijn de modaliteiten voor de aanpassing van de subsidie en de modaliteiten voor de verrekking van het saldo van de subsidie in jaar N met het bedrag voor jaar N+1 vastgelegd.

HOOFDSTUK 6. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 27. § 1. De administratie is verplicht om persoonsgegevens te verwerken in het kader van de verschillende opdrachten waarvoor zij krachtens dit decreet verantwoordelijk is.

De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

§ 2. De categorieën gegevens die worden verwerkt en verzameld door de verantwoordelijke voor de verwerking krachtens dit besluit zijn :

- 1° de persoonlijke identificatiegegevens :
- 2° kwalificaties, opleiding en beroepservaring; 3° lidmaatschap van en deelname aan organisaties;
- 4° de details van de diensten die aan de betrokken persoon worden verleend;
- 5° de uittreksels uit het strafregister van door de Regering geïdentificeerde personen.

Voor de categorie van gegevens bedoeld in 1° heeft de administratie toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° en 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en kan zij gebruik maken van het identificatienummer van het Rijksregister van de betrokken personen

De Regering specificeert, voor elke terugkerende en eenmalige actie, de gegevens die nodig zijn van dienstverleners om haar opdrachten uit te voeren en de gegevens van de administratie te verwerken.

§ 3. Deze gegevens mogen alleen voor de volgende doeleinden worden gebruikt:

- 1° de verificatie van de erkenningsvoorwaarden voor het verlenen of weigeren van die erkenning;
- 2° de analyse van de activiteitenverslagen bedoeld in de artikelen 11, eerste lid, en 13, tweede lid;
- 3° de beoordelingen bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1° en 2°
- 4° indien van toepassing, het opstellen van algemene en anonieme statistieken door de administratie met het oog op de analyse en beoordeling van de beleidsmaatregel.

§ 4. De in paragraaf 2 bedoelde gegevens zijn uitsluitend toegankelijk voor de door de Regering en de verantwoordelijke voor de verwerking aangewezen statutaire personeelsleden of contractuele personeelsleden en mogen uitsluitend worden gebruikt voor de doeleinden die noodzakelijk zijn om te voldoen aan de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten daarvan.

Het raadplegen van gegevens wordt geregeld door de persoonlijke toegangsrechten die aan elk personeelslid worden toegekend op basis van hun rol in de gegevensverwerking.

§ 5. De gegevens worden bewaard voor een periode van tien jaar, die nodig is voor de doeleinden waarvoor ze zijn verzameld. De gegevens worden vervolgens vijf jaar bewaard voor administratieve doeleinden, zoals het eventuele beheer van een geschil of om te voldoen aan een wettelijke verplichting. Tijdens deze periode kunnen gegevens op ad-hoc basis worden geraadpleegd door specifiek gemachtigde personen.

§ 6. In alle gevallen stelt de verantwoordelijke voor de verwerking de personen op wie de in dit artikel bedoelde gegevensverwerking betrekking heeft, onverwijld in kennis van het volgende:

- 1° de identiteit en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking en zijn vertegenwoordiger in het Waals Gewest;
- 2° de wettelijke of reglementaire grondslag van de gegevensverzameling;
- 3° de bestemde persoon en de doeleinden waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;
- 4° de persoonsgegevens van de betrokken persoon;
- 5° de mogelijkheden om een zaak aanhangig te maken bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en haar adres;
- 6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regelen voor de uitoefening van deze rechten;
- 7° de duur van de verwerking en de opslag van de gegevens

§ 7. De verantwoordelijke voor de verwerking neemt alle maatregelen die nodig zijn om ervoor te zorgen dat persoonsgegevens volledig worden bewaard.

De personen die uit hoofde van de bepalingen van dit decreet persoonsgegevens ontvangen, nemen maatregelen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens en het gebruik ervan uitsluitend voor de bij of krachtens dit decreet vastgestelde doeleinden of ter nakoming van hun wettelijke verplichtingen te waarborgen.

HOOFDSTUK 7. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 28. Artikel 9bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, ingevoegd bij het decreet van 22 juli 2010 en gewijzigd bij het decreet van 11 december 2014, wordt opgeheven.

Elke subsidieaanvraag voor bewustmaking en voorlichting inzake verkeersveiligheid die wordt ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, blijft onderworpen aan artikel 9 bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 december 2014.

Art. 29. Artikel 46 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid wordt opgeheven.

Art. 30. De Regering stelt de datum vast waarop dit decreet in werking treedt, met uitzondering van hoofdstuk 5, dat in werking treedt op 1 januari 2025.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1655 (2023-2024) Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203550]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées : a) au 2°, les mots " la commune, le CPAS en cas d'application de l'article 5, alinéa 4, " sont remplacés par les mots " la commune ou le CPAS en cas d'application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, ";

b) au 4°, les mots " le service : " sont remplacés par les mots " l'administration ";

c) l'article est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

" 6° le plan de cohésion sociale : l'ensemble des actions développées par un pouvoir local qui répondent aux objectifs définis à l'article 4;

7° le public vulnérable : le public très éloigné de l'accès aux droits fondamentaux ou dont la satisfaction des besoins primaires n'est plus rencontrée. ".

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, les mots " les communes " sont remplacés par les mots " les pouvoirs locaux ".

Art. 4. L'article 4 du même décret est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. Le plan peut comporter au maximum vingt-cinq pour cent d'actions supplémentaires qui peuvent être mises en œuvre en cours de programmation dans le cadre du processus de modification du plan visé à l'article 24. Le Gouvernement fixe la manière dont ce maximum est calculé. ".

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit : " Art. 4/1. Chaque programmation s'articule sur une durée de six ans. ".

Art. 6. Dans l'article 5 du même décret, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit : " § 1^{er}. Pour chaque année d'une programmation de six ans, une subvention annuelle peut être accordée à chaque commune pour la mise en œuvre d'un plan validé. ".

Art. 7. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots ", pour toute la durée de la programmation, " sont abrogés;

b) les mots " l'organisation et la mise en œuvre du plan. Cette délégation doit, en outre, être formalisée par une convention conformément aux modalités définies par le Gouvernement. " sont remplacés par les mots " la conception et la mise en œuvre du plan. Le Gouvernement fixe les modalités de cette délégation. ";

2° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

" § 2. Le Gouvernement approuve le lancement de l'appel à projets et la répartition du subside entre les communes. Il fixe les modalités de communication de l'appel à projets. ".

Art. 8. L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 9. Le montant de la subvention annuelle globale non attribué, en cas de non-transmission d'un plan et de retrait avant la validation des plans rentrés ou de non-approbation de plans, est réparti entre les pouvoirs locaux dont le plan est approuvé.

Le montant de la subvention annuelle globale non attribué, en cas de retrait d'un pouvoir local en cours de programmation conformément à l'article 29, est réparti entre les pouvoirs locaux qui mettent en œuvre un plan approuvé.

Le montant de la subvention annuelle globale non justifié peut être réparti entre les pouvoirs locaux dont le plan est approuvé.

Le Gouvernement fixe les modalités de répartition du montant de la subvention annuelle globale non utilisé. ".